

# La botte française en Afrique

un dossier réalisé par Raphaël Granvaud (Survie) et Guillaume Davranche (AL Paris-Sud).  
Paru dans *Alternative libertaire* d'octobre 2009.  
[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

Où en est le contrôle de son « pré carré africain » par la France ? Comment discerner les mobiles d'interventions militaires désormais camouflées sous des drapeaux européen ou onusien ? A l'occasion de la sortie de son livre, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Raphaël Granvaud, de l'association Survie, fait le point.

Depuis la fin de la guerre froide, il n'est pas une année sans que la mort de la Françafrique soit proclamée. Du discours de la Baule de Mitterrand en 1990 jusqu'au discours du Cap de Sarkozy l'an passé, les promesses de non-ingérence sont presque aussi nombreuses que les interventions militaires ! En réalité, l'Etat français tente d'adapter la forme de sa domination militaire sur l'Afrique. Car il a compris qu'il fallait en changer l'image pour la faire perdurer.

L'impérialisme français tente en fait de se camoufler de diverses façons. Tandis que le nombre de ses bases militaires permanentes continue d'être réduit, l'armée française a augmenté simultanément ses capacités de projection, projection à laquelle sont désormais entraînés tous les corps d'armée, et non plus simplement les ex-troupes coloniales (Troupes de marine et Légion). La France cherche aussi à parer chacune de ses interventions d'un mandat de l'Onu, même si les opérations coup de poing « à l'ancienne » n'ont pas disparu. Un nouveau mode opératoire est également apparu, avec plus ou moins de succès : associer d'autres pays de l'Union européenne aux interventions militaires afin d'en partager les coûts et d'en masquer l'empreinte tricolore. Sous couvert d'un programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (programme Recamp), Paris continue de faire jouer les armées de certaines dictatures « amies », formées et équipées à la française. Enfin on prépare dans l'opacité la plus totale la renégociation de quelques accords de défense

## Les principales interventions militaires françaises depuis 1990 :

### LES PAYS

Explications : Les opérations sont souvent purement françaises. Celles qui ont bénéficié d'une couverture onusienne sont signalées. Depuis 2003, Paris a aussi essayé d'en revêtir certaines d'une couverture européenne, malgré les réticences de certains pays de l'Union.

### CÔTE D'IVOIRE

depuis 2002 : opération Licorne. *Prétexte* : s'interposer entre les belligérants. *Objectif* : sanctuariser la rébellion, faire pression sur le régime Gbagbo qui remettait en cause des intérêts français et obtenir un partage du pouvoir. *Crimes documentés* : massacres de dizaines de civils en novembre 2004 (plus de 2000 blessés). Mandat de l'ONU obtenu a posteriori.

censés inaugurer une nouvelle ère de transparence.

L'examen des principales interventions de ces vingt dernières années (voir carte ci-contre) montre que, derrière la proclamation rituelle d'une « nouvelle politique » de la France en Afrique, les manœuvres diplomatiques parallèles, les coups tordus, le soutien aux régimes autoritaires et les crimes les plus divers n'ont jamais cessé. Depuis la complicité active dans le génocide des Tutsis au Rwanda jusqu'aux compromissions récentes dans les crimes de guerre commis par les armées tchadienne et centrafricaine, en passant par les massacres de civils ivoiriens désarmés commis en novembre 2004, la trop longue tradition des crimes coloniaux n'a pas été abolie. L'impunité reste permise par un épais brouillard médiatique. Il faut le déchirer pour permettre l'essor d'un vaste mouvement de solidarité avec les populations africaines aux prises avec « notre » armée.

Raphaël Granvaud

• Raphaël Granvaud est militant de Survie et auteur du livre *Que fait l'armée française en Afrique ?* (Agone, octobre 2009)

### GUINÉE-BISSAU

1998 : opération Iroko. *Prétexte* : évacuer des ressortissants français. *Objectif* : prêter main forte au dictateur déchu Nino Vieira.

### GABON

1990 : opération Requin. *Prétexte* : protection des ressortissants français. *Objectif* : sauver la dictature d'Omar Bongo confrontée à des émeutes populaires.

### CONGO

1997-1999 : opération Pélican et opération secrète Hadès. *Prétexte* : Protéger les ressortissants. *Objectif* : remettre le dictateur Denis Sassou Nguesso au pouvoir. *Crimes documentés* : vrais-faux mercenaires participant à l'épuration ethnique et aux bombardements des civils.

### RÉP. DÉM. DU CONGO

2005 : opération Eufor-RDC. *Prétexte* : sécuriser le processus électoral. *Objectifs* : consolider le pouvoir de Joseph Kabila pour sécuriser l'exploitation minière.

### RÉP. DÉM. DU CONGO

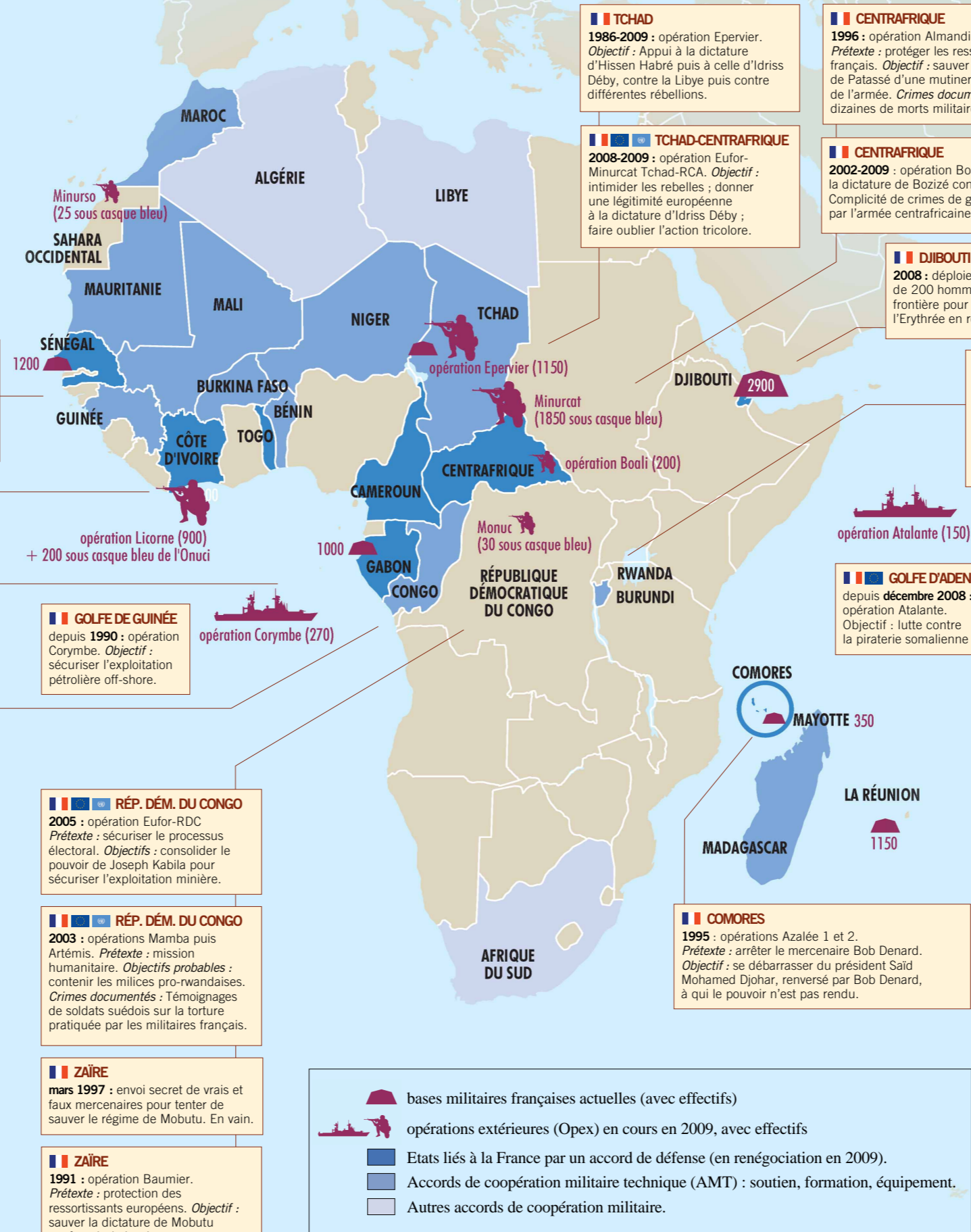
2003 : opérations Mamba puis Artémis. *Prétexte* : mission humanitaire. *Objectifs probables* : contenir les milices pro-rwandaïses. *Crimes documentés* : Témoignages de soldats suédois sur la torture pratiquée par les militaires français.

### ZAÏRE

mars 1997 : envoi secret de vrais et faux mercenaires pour tenter de sauver le régime de Mobutu. En vain.

### ZAÏRE

1991 : opération Baumier. *Prétexte* : protection des ressortissants européens. *Objectif* : sauver la dictature de Mobutu confrontée à des émeutes.



## Contre la Françafrique : Survie

Survie est une association loi 1901 qui regroupe 1 600 adhérentes et adhérents, et compte une vingtaine de groupes locaux. La cible principale de son action : la Françafrique et ses réseaux politico-mafieux qui sont la colonne vertébrale du néocolonialisme français en Afrique. Survie édite le périodique *Billets d'Afrique*.  
<http://survie.org/>

## Sur l'échiquier continental

Est-elle si loin, l'époque de Kolwezi, quand la France parachutait la Légion sur le sud du Zaïre pour sauver un despote aux abois et affirmer la primauté de ses armes en Afrique francophone ? C'était il y a 31 ans, et c'était la Guerre froide.

Aujourd'hui que l'URSS ne menace plus son « pré carré », que fait l'armée française en Afrique ? C'est le thème – et le titre – du livre de Raphaël Granvaud.

De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale, il étudie l'évolution du dispositif militaire français en Afrique, et le discours qui l'accompagne. L'avenir, c'est la sous-traitance, avec la formation d'armées supplétives. Quand ça ne marche pas, il reste toujours les bons vieux corps expéditionnaires (au Tchad ou en Centrafrique). Aucune puissance étrangère ne dispose d'autant de troupes prépositionnées sur le continent.

Un des chapitres est consacré à la montée de l'influence chinoise et états-unienne sur le continent, qui perturbe

le jeu habituel de la Françafrique. Les Chinois restent pour l'instant prudents. On apprend même que depuis l'an dernier Pékin et Washington négocient un deal pour éviter que le continent devienne un « front de conflit » entre eux.

Un deal dont les États-Unis testent la résistance, en revanche, c'est celui passé avec la France. Même si les deux États restent fondamentalement alliés, c'est l'équilibre de l'alliance qui est sujet à un permanent rapport de forces. Ainsi Washington n'hésite plus à nouer directement des partenariats militaires avec des pays du « champ » français. Paris doit défendre son influence pied à pied, quitte à téléguider certains putschs. En août 2005 encore, Paris n'était pas mécontent de voir le dictateur mauritanien Ould Taya, trop proche de Washington, destitué au profit d'une junte militaire qui lui a aussitôt donné des gages de fidélités. On ne plaisante pas avec la Françafrique...  
**Guillaume Davranche (AL Paris-Sud)**



• Raphaël Granvaud, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Agone, octobre 2009, 480 pages, 18 euros.